

Marche de femmes contre un troisième mandat d'Alpha Condé en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 23 octobre 2019



Des centaines de femmes opposées à un troisième mandat du président guinéen Alpha Condé ont défilé mercredi à Conakry, au lendemain de la condamnation des principaux initiateurs des manifestations qui agitent la Guinée depuis une semaine et qui ont fait une dizaine de morts.

Environ 400 femmes, majoritairement vêtues de blanc, ont entamé en fin de matinée une marche devant les mener de Hamdallaye, quartier populaire de Conakry et fief de l'opposition, à l'esplanade du Stade du 28 Septembre, a constaté un correspondant de l'AFP.

Des manifestantes scandaient des slogans tels que **«Mort aux assassins de nos enfants»** et **«Justice pour nos martyrs»**, ou portaient des pancartes où l'on pouvait notamment lire **«Libérez nos leaders injustement condamnés»**. **«Nous marchons contre ces tueries et demandons à M. Alpha Condé de partir maintenant»**, a expliqué une des manifestantes.

Le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), dont se réclament les manifestantes, a appelé à manifester et à paralyser l'économie à partir du 14 octobre pour faire obstacle à un éventuel troisième mandat du président Condé en 2020. A la suite de cet appel, Conakry et plusieurs villes

guinéennes ont été la proie la semaine dernière de heurts violents. Au moins huit manifestants (10 selon l'opposition) et un gendarme ont été tués, des dizaines d'autres blessés.

Abdourahamane Sanoh, coordonnateur de cette alliance de partis d'opposition, de syndicats et de membres de la société civile, a été condamné mardi à un an de prison ferme et quatre autres responsables à six mois ferme.

Alors que les défenseurs des droits de l'homme dénoncent les arrestations arbitraires, un usage excessif de la force par les services de sécurité et le long historique d'impunité de ces dernières, le gouvernement a souligné que la marche des femmes avait été *«autorisée, conformément aux textes relatifs à l'exercice des droits fondamentaux, dont la liberté de manifestation»*. Mais il a fait état d'*«informations concordantes et persistantes sur la possible infiltration de la marche des femmes par des personnes décidées à troubler l'ordre public par des actes de violence»*.

Aucune sortie de crise ne paraît en vue, le FNDC annonçant une nouvelle *«grande marche pacifique»* jeudi -qui a été autorisée- pour faire échouer le projet prêté au président Condé de briguer sa propre succession en 2020 et de changer à cette fin la Constitution, qui l'empêche de concourir à un troisième mandat.

[Le Figaro](#)